

François Hollande : « une vision historique politique et sociale de la coopération franco-malgache »

Discours du représentant de François Hollande, candidat aux présidentielles françaises, à l'occasion de la journée commémorative du 29 mars 1947.

Tananews - 06/04/12



Votre excellence

Mesdames Mlles Messieurs

Chers amis

En ce 65e anniversaire du soulèvement de 1947 le regard porté sur ces 65 dernières années doit permettre de dégager des lignes de force de l'action de la France à l'égard de Madagascar. Je n'oublie pas que celui qui a permis à Madagascar d'être indépendant grâce à la Grande loi-cadre de 1957 fut celui qui en juin 1947 fut envoyé par le ministre de la France outre-mer de l'époque pour faire la lumière sur les reproches qui fusaient de toutes parts sur la manière violente dont les autorités, je cite « militaires collaborant ou non avec des officiers fonctionnaires ou même des policiers français» avait réprimé l'insurrection causée en partie par une famine endémique et le maintien illégal du travail forcé. Je veux parler de Gaston Defferre qui fut cet homme socialiste résistant ancien ministre de l'intérieur du président Mitterrand qui avait comme collaborateur le secrétaire général de démocratie 20 12 Jean-Marie Cambacérès ami de 35 ans de François Hollande que je représente ce soir.

Les lignes que je viens de lire furent écrites par Gaston Defferre dans un rapport où il condamna la brutalité de la répression dans la nuit du 29 au 30 mars quand l'insurrection éclata sur la côte est de la grande ville du nord de Tananarive . Elle fut fomentée et armée par la jeunesse nationaliste malgache fondée en 1946 avec l'aide du parti nationaliste malgache du mouvement clandestin favorable à l'indépendance immédiate. Le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre. Galvanisés par les sorciers de villages des

milliers de paysans armés de coupe-coupe et de sagaie se sont révoltés. Face à cette révolte d'hommes pauvres dont les dirigeants appartenaient cependant à des milieux aisés et formés, la répression fut féroce. Les colons français s'organisèrent en groupes d'autodéfenses et tuèrent sans discernement avec l'appui d'un corps expéditionnaire de troupes coloniales et de la police; les exactions sévissaient, la torture ne comptait plus le nombre des suppliciés (100 000 morts contre 1 000 colons suscitant selon un cycle bien connu de nouvelles attaques et de nouvelles représailles. Cet épisode est l'épisode le moins connu des guerres coloniales françaises presque personne n'en parle sauf Gaston Defferre en 1947 socialiste résistant décoré par le général De Gaulle à la libération.

À Paris où le gouvernement Ramadier doit faire face à la guerre d'Indochine et à une centaine de morts le lundi de Pâques à Casablanca au Maroc, le pouvoir n'a pas besoin de cette épreuve supplémentaire. Après un débat à l'assemblée nationale les 9 et 10 mai, l'immunité parlementaire des deux députés malgaches est bientôt levée. Bien qu'appartenant à un parti modéré ils sont condamnés à mort mais graciés par le président socialiste Vincent Auriol.

C'est dans ce climat que **Gaston Defferre** a accompli sa mission durant plus de trois semaines. Il se rend dans toutes les zones où sévit la rébellion, écoute les autorités, les colons qui ne l'aiment guère et les insurgés emprisonnés. Le 15 juillet, de retour à Paris **Gaston Defferre** rend compte de sa mission au président socialiste de la république **Vincent Auriol**. Sous la forme d'un rapport de 80 pages il préconise de mener dans le même temps une action politique rapide et efficace, condamne certains colons qui refusent de reconnaître la nouvelle administration d'après les émeutes et qui veulent je cite « gagner de l'argent très vite en exploitant les gens ». Il promet un rapprochement entre les colons non extrémistes et l'élite malgache, il va également vouloir et je cite encore que « les fonctionnaires sur place prennent contact avec les rebelles pour leur dire que non la France n'est pas là pour les dominer mais pour faire avec eux un nouveau chemin. » Il écrit encore dans ce rapport qu'il faut donner aux officiers qui d'ailleurs le comprennent l'ordre de protéger les villages et le bétail.

Gaston Defferre était un grand ministre de la IV^e république puisque sa loi de 1957 a permis ensuite la décolonisation de Madagascar. En qualité de ministre de l'intérieur, il a toujours été sensible à Madagascar et en tant qu'ancien responsable de l'outre-mer français à l'époque de la quatrième république, il a su mettre en cause l'attitude de certains colons et de l'administration française qui sont pour beaucoup des nostalgiques du régime de Vichy. Voilà pourquoi il fera 10 ans après, marqué par l'expérience malgache cette loi cadre qui permettra aux colonies françaises d'évoluer vers davantage d'autonomie puis vers l'indépendance. Dès le conseil national de la SFIO les 19 et 20 mars 1947 Gaston Defferre avait demandé l'accroissement des pouvoirs des assemblées locales notamment en matière budgétaire la fin du pacte colonial et donc l'autonomie puis à terme l'indépendance des peuples de la grande île. À cette époque il est le seul avec les communistes à comprendre cette évolution nécessaire. Il a été marqué à jamais par ces trois semaines à Madagascar par cette violence coloniale qu'il n'avait pas connue à Dakar au Sénégal durant sa jeunesse.

Cette mission donne justement à la gauche française en particulier à **François Hollande** toute la légitimité pour à présent refonder les relations franco-malgaches au nom de l'histoire: oui nous avons été nous la gauche à vos côtés pour nous battre pour que votre pays devienne d'abord autonome et ensuite indépendant. Oui nous avons été à vos côtés durant la présidence de **François Mitterrand** pour développer à un niveau jamais égalé les relations franco-malgaches aussi bien du point de vue économique que du point de vue culturel ou de l'éducation.

Je pense à ce superbe lycée français de Tananarive que j'ai bien connu. À cet égard un des derniers voyages de l'ancien conseiller du président Mitterrand pour les affaires malgaches, mon ami **Guy Penne**, fut pour cette région du monde en 2006 et j'étais à ses côtés. Oui nous serons demain à vos côtés pour relancer la coopération franco-malgache car nous connaissons Madagascar, nous aimons Madagascar, nous connaissons les 18 langues de Madagascar, nous connaissons la richesse des cultures malgaches et nous n'oublions pas qu'il y a 50 000 Français inscrits à l'ambassade de France, 150 000 Franco malgaches en France dont vous êtes les représentants ce soir ainsi que 300 000 Français d'origine malgache.

Il nous faut à présent refonder notre relation en faisant triompher l'idéal de l'égalité des droits et des devoirs entre la métropole et l'ancienne puissance coloniale devenue un pays indépendant.

Mes chers amis, l'idéal des forces de progrès, notre idéal c'est cela la reconnaissance du droit à la différence de chacun. Et par l'acceptation de la différence des droits entre la France et Madagascar nous considérons que la coopération bilatérale est un engagement fondamental de la république française à l'égard de la république Malgache. Et quand je parle d'engagement je parle d'engagement moral et politique: nous sommes comptables d'une histoire passée qui était douloureuse, et bien c'est la raison pour laquelle nous sommes liés vis-à-vis de vous par un acte républicain qui nous oblige à une attention toute particulière à l'égard de la coopération franco-malgache. Vous-mêmes, vos parents se sont engagés dans une dynamique de reconstruction de la nation malgache pour un développement économique et le progrès social.

Non, il n'est pas vrai que Madagascar soit un pays comme un autre comme le disait Jean Paulhan qui a vécu comme vous savez à Madagascar. C'est d'abord une île, la Grande île et une île comme vous savez est un continent comme le disait notre avant-dernier prix Nobel de littérature Claude Simon qui est née à Tananarive et dont Madagascar est présente dans toute l'œuvre. La France a une dette morale contractée au cours des siècles passés, il nous appartient autant que faire se peut d'effacer ce passif afin d'affirmer l'égalité des droits du citoyen malgache et du citoyen français afin d'affirmer les devoirs de la France à l'égard de Madagascar et plus généralement à l'égard de ses anciennes colonies.

Ces droits et devoirs réciproques doivent fonder le dialogue entre la république française et la république malgache et donner un cadre aux relations contractuelles qui doivent s'instaurer entre l'État français et l'État malgache à qui nous sommes liés par un contrat social et moral; mes chers amis, et notre action s'inscrira avant tout dans cette perspective et de dignité et de reconnaissance par la France du travail, du sang et de l'honneur apporté par Madagascar à la défense des valeurs de la république française. Je veux parler en effet de tous ces citoyens malgaches qui sont morts pour la France et qui ont combattu à nos côtés durant la première et la seconde guerre mondiale. Le prix du sang ne s'efface pas et comme vous le savez la terre appartient à ceux qui sont morts.

Il nous apparaît ainsi que cet engagement réciproque souffre actuellement d'insuffisance notable. Nous devons nous référer au principe fondamental de ce contrat social et moral que nous nous proposons de refonder et je crois aussi que si on applique comme aujourd'hui la même politique de coopération partout on aboutira paradoxalement à un renforcement de l'inégalité dans le domaine de la coopération. Nous devons là encore avoir une volonté politique concernant la refondation matérielle politique et morale de notre relation :

En effet aujourd'hui l'Afrique et plus particulièrement Madagascar n'intéressent pas les élites françaises actuelles et d'autre part une politique sans élan sans audace sans imagination tient lieu aujourd'hui de politique de coopération que j'oserais qualifier de sans âme.

1) il s'agit de rétablir une relation d'égalité entre nos deux pays car de l'égalité naît le sentiment de la dignité. Je rappelle que c'est la gauche française qui a avec le discours de Cancun du président Mitterrand rétabli une véritable coopération avec Madagascar conforme au pacte républicain. Des efforts substantiels doivent être faits: ils le seront.

2) La politique économique que votre pays a engagée sous la forme de zone franche avec L'île de la Réunion est un exemple et doit être développé et encouragé notamment avec la chambre de commerce franco-malgache qui existe à Tananarive afin de permettre non seulement l'emploi de nos amis malgaches mais aussi le transfert de technologies indispensables au redressement économique. La réforme de la coopération doit s'appuyer sur ces départements et territoires d'outre-mer qui entourent Madagascar, je veux parler de Mayotte où sera François Hollande dans quelques jours ainsi que de la Réunion où il sera juste après afin d'apporter des aides structurelles que nous devons à Madagascar. Sachez que le nouveau département français de Mayotte est un département où la langue la plus parlée est le shibushi qui est un dialecte malgache originaire de Majunga: ce qui veut dire mes chers amis que la langue malgache est une langue de la république française. Étonnant non !

3) l'insertion dans l'environnement régional est fondamental pour sortir Madagascar de la crise dans laquelle elle est aujourd'hui. Les partenariats que votre pays a fait ces 10 dernières années avec l'île Maurice peuvent être un exemple de développement bien compris de part et d'autre. Il est le fruit d'initiatives locales conduites à partir de Mayotte ou à partir de la Réunion ou de la France métropolitaine qui ne demandent qu'à investir dans votre pays. Le rétablissement des moyens budgétaires, la création d'un véritable délégué interministériel à la coopération de l'océan Indien et en particulier à Madagascar pourrait vous accompagner dans le renouvellement de votre pays au sein de votre espace géographique naturel où nous sommes puisque nous avons des frontières communes avec la Grande île, comme vous savez les frontières maritimes de Mayotte et de la Réunion. Cela pourrait se faire avec l'appui de la commission de l'océan Indien à laquelle comme vous savez vous êtes comme nous membres de droit avec une présidence tournante et qui sera dirigée à partir du 1er juillet prochain par un grand ami de Madagascar mon ami Jean-Claude De l'Estrac ancien ministre des affaires étrangères de l'île Maurice.

En conséquence Madagascar n'est pas loin de la France et Madagascar a des frontières avec la France: l'éloignement n'est donc pas un handicap mais une chance qu'il faut valoriser, transformer en développement économique et en épanouissement culturel au non de notre longue histoire séculaire. Le développement du tourisme témoigne de votre volonté d'ouverture du désir de saisir toutes vos chances avec votre dynamisme économique et l'effort de formation réalisé dans ce secteur. Nous sommes prêts à vous accompagner là aussi.

D'autres opportunités peuvent être saisies en s'appuyant sur le savoir-faire malgache au combien célèbre, le potentiel technique et scientifique des universités malgaches ,l'institut Pasteur ,la recherche des liens avec l'union européenne. De nouveaux marchés également peuvent s'ouvrir non seulement avec la Réunion Mayotte l'île Maurice mais avec des pays plus éloignés, je pense à l'Afrique du Sud.

Bref, des dispositifs techniques peuvent être imaginés en concertation avec les responsables politiques économiques pour sortir votre pays de la crise qu'il traverse aujourd'hui. 411 faut donc relancer la coopération avec votre pays afin de retrouver une politique placée sous le signe de la responsabilité et la reconnaissance de l'identité pour tous les peuples qui composent cette relation sous le signe du développement et de la solidarité.

François Hollande veut s'ouvrir et retrouver le lien à tous ces pays dont Madagascar dont nous avons été si proches avec notre histoire commune de plusieurs siècles. Il s'agit non seulement d'un devoir moral comme nous l'avons dit mais aussi d'un intérêt bien compris. La francophonie représente plus de 200 millions de personnes. Elle est un atout qu'il faut réinstaurer reconstruire sous la forme économique et social, culturelle, éducative.

Il faudra pour réussir cette étape établir le lien de confiance qui est absolument fondamental entre nos deux peuples. Mais la confiance ne se décrète pas: elle se construit par des gestes.

François Hollande est un homme qui quand il accorde sa confiance ne la retire pas au gré des événements. Ce n'est pas un ludion c'est un homme d'État comme le qualifie dans ses Mémoires l'ancien président Jacques Chirac lui aussi grand amoureux de Madagascar.

Conclusion: on ne peut que ressentir de la révolte à observer l'abandon de la politique de coopération de la France à l'égard de Madagascar. L'autosatisfaction d'un État autiste et technocratique ainsi que de ses représentants, la recentralisation du pouvoir associée à une baisse des crédits portant en germe une forme d'abandon et de négligence à l'égard des besoins de la France et de Madagascar alors que la Chine ou le Japon investissent massivement dans ce pays et que nous fermons les écoles françaises dans une politique budgétaire à courte vue oubliant notre histoire commune et notre avenir ensemble. Je dois reconnaître que l'année dernière tous les sénateurs français de l'étranger couvrant Madagascar ont signé une lettre qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité pour demander l'arrêt de la fermeture des écoles françaises à Madagascar, notamment du sud de l'île afin d'alerter les bureaucrates de l'importance historique et de l'intérêt à garder nos contacts avec ce pays prometteur à tous égards.

Je n'oublie pas pour ma part Madagascar, ce que ce peuple a apporté à mon pays voilà pourquoi avec François Hollande nous restaurerons ce contrat de responsabilité et de développement afin que Madagascar puisse enfin être l'acteur et l'auteur de son propre avenir

C'est une vision historique politique et sociale de la coopération franco-malgache que nous proposons de partager avec vous nous la ferons vivre comme nous l'avons déjà fait par le passé. La république française a besoin de la république malgache comme nous avons tout besoin de la république: tous ensemble français, malgaches, franco malgaches construisons une nouvelle politique de coopération pour le respect des identités pour le respect de la singularité dans le respect et l'honneur des peuples.

Nous le voulons vous le voulez, nous le ferons ensemble avec François Hollande

Vive la république malgache vive la république française et

vive l'amitié entre les peuples français et malgaches

Je vous remercie

Source : <http://www.tananews.com/2012/04/francois-hollande-une-vision-historique-politique-et-sociale-de-la-cooperation-franco-malgache/>